



Libre et Démocratique **Paris le 30 octobre 2016** **Contact presse : collectif.psl@gmail.com**

Communiqué du Collectif pour une Syrie libre et démocratique

Alep – Après la trêve, la punition – un massacre annoncé

Confiants dans la société civile qu'ils ont commencé à construire pour l'après-Assad, les Syriens d'Alep-Est ont refusé de tomber dans le piège tendu par leurs bourreaux. À la faveur d'une trêve de quelques heures, Bachar al-Assad et Vladimir Poutine ambitionnaient de leur faire quitter la ville pour poursuivre la politique de transferts forcés de populations hostiles au régime, déjà réalisée à Homs, Daraya ou al-Mouaddamia. Cette trêve dite "*humanitaire*" n'était qu'une mascarade : elle n'a même pas permis l'entrée dans Alep des ONG pour évacuer les blessés les plus graves, ni l'entrée des secours attendus par les habitants.

Confrontée au courage et à la détermination exemplaires du peuple d'Alep, la machine de guerre russe-syrienne a repris et intensifié son assaut. L'intensification des bombardements sur Alep comme les frappes aériennes sur une école à Idlib (qui a couté la vie à 35 enfants le 26 octobre) attestent de la stratégie poursuivie : une guerre d'extermination des populations et d'annihilation des villes-rebelles. Pour le Kremlin, cette stratégie est fiable puisqu'elle a déjà été poursuivie avec succès : c'était à Grozny en Tchétchénie en 1999-2000, sous la responsabilité du même Vladimir Poutine.

Le refus d'imposer immédiatement de nouvelles sanctions à la Russie lors du sommet européen du 17 octobre dernier est inacceptable et résonne comme un accablant signal d'impuissance devant le martyre d'Alep. Il y a urgence à engager une diplomatie plus ferme et plus contraignante contre les bourreaux du peuple syrien qui devront répondre de leurs crimes devant une cour pénale internationale.

La solution ne passera pas par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies : la Russie y bloque toutes les résolutions à l'encontre de Bachar al-Assad en utilisant son véto.

Il faut des actes concrets de la France et de l'Europe pour sauver Alep et le projet d'une Syrie libre. En conséquence, nous demandons au gouvernement français et à l'Union Européenne de :

- prendre immédiatement des **sanctions économiques contre la Russie** (gel des avoirs russes, rupture des contrats d'approvisionnement de gaz, etc.),
- **fournir au plus vite aux populations d'Alep les moyens de se défendre** contre cette guerre d'extermination menée depuis le ciel, et œuvrer pour une action coordonnée des chancelleries occidentales en ce sens,
- **apporter une aide financière aux associations humanitaires qui agissent sur place** en faveur des populations assiégées et/ou déplacées.

La France doit peser de tout son poids pour que l'Union européenne décide de mesures en ce sens.

A cette fin, le Collectif « *Pour une Syrie Libre et Démocratique* » appelle à manifester :

Samedi 5 novembre 2016 à 16 heures Place de l'Opéra Garnier

Le temps presse pour le peuple syrien, notamment à Alep. Dans ce monde globalisé, tolérer la barbarie aujourd'hui là-bas, c'est la tolérer ici demain.

Signataires : Appel d'Avignon à la Solidarité avec le Peuple Syrien, Appel Solidarité Syrie, Comité de Coordination de Paris de la Révolution Syrienne, Coordination des Syriens de Paris, Europe Ecologie – Les Verts (EELV), Les Jeunes de la Révolution Syrienne, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Méditerranée Heureuse, Mémorial 98, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement du 15 mars, Parti Démocratique du Peuple Syrien, Revivre, Souria Houria, Syrie Moderne Démocratique et Laïque, Syriens pour la Liberté et la Paix/ Syrie 18 mars, Union Syndicale Solidaires